Les travaux de révision de la NBC

Des travaux en mode accéléré

Au cours des derniers mois, on a parlé de normes biologiques partout au Canada. Les agriculteurs, les inspecteurs et autres gourmands du bio ont passé des heures en téléconférence à discuter des révisions proposées à la Norme biologique canadienne et aux Listes des substances permises.

Un compte-rendu de Janet Wallace

«L'examen se déroule relativement bien», déclare Hugh Martin. «Nous avons des défis à relever et notre principal défi est le temps.» Hugh est le président du Comité de l'agriculture biologique de l'ONGC, connu sous le nom de «Comité technique» (CT).

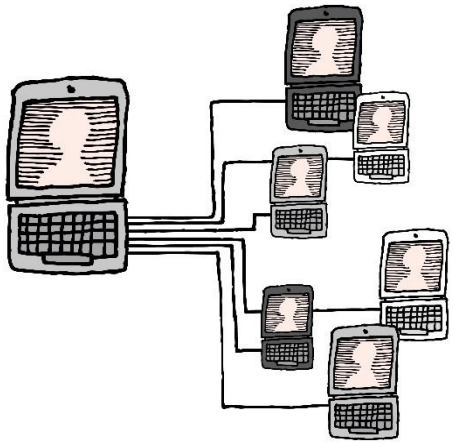
Le Comité technique a participé à trois téléconférences depuis septembre 2018. Lors du premier appel, nous avons couvert les procédures des travaux de révision et quatre recommandations des groupes de travail. Le CT a accepté ou rejeté 26 recommandations lors du deuxième appel, mais seulement huit recommandations ont été analysées lors du troisième appel. Pourquoi si peu? Plusieurs recommandations ont été renvoyées aux groupes de travail pour être reconsidérées, pour en réviser le libellé ou réaliser une recherche de base.

Même si le CT n'a pris de décision que pour 37 des 200 pétitions, nous avons accompli depuis beaucoup de choses. D'une part, certaines décisions visent plus d'une proposition de révision. De plus, les groupes de travail ont investi de nombreuses heures dans l'élaboration de réponses détaillées aux autres propositions de révision et beaucoup sont maintenant prêtes à être présentées au CT. Cependant, il est difficile de déterminer où nous en sommes en termes de progrès. Certaines propositions peuvent être résolues en cinq minutes, tandis que d'autres restent non résolues après des heures d'intenses discussions.

Hugh Martin, Président du Comité sur l'agriculture biologique

Le processus de révision 2020 diffère des révisions précédentes

Il y a cinq ans, la révision des normes a été réalisée pareillement par conférences téléphoniques avec les groupes de travail, mais le CT a pu tenir quatre réunions en personne de trois jours chacune. Cette fois, les réunions du comité technique se font principalement par téléconférence avec une seule réunion en personne de deux jours et demi.



La révision de la norme
76 téléconférences depuis
septembre 2018

Par ailleurs, plus de participants sont impliqués bénévolement dans les groupes de travail, note Hugh Martin. C'est positif, mais les discussions et les débats sont plus longs. "Il est plus difficile de parvenir à un consensus car de nombreuses personnes ont des idées fortes et n'ont pas peur de se prononcer."
«Avant, dit-il, la plupart des groupes de travail étaient composés d'initiés du secteur de l'agriculture biologique. Nous avons maintenant quelques nouveaux arrivants et plus d'agriculteurs impliqués. "

« Peut-être que la dernière fois, les gens n'avaient pas pensé que les travaux de révision comptaient. Maintenant, ils en voient l'importance » spécule Hugh Martin.

Les révisions apportées aux normes peuvent être mineures ou majeures. Parfois, il suffit d'ajouter une virgule pour changer le sens d'une clause. Cependant, la révision propose de réécrire complètement la section «*7.4: Production de germes, de pousses et de micro-verdurettes*». Bien que cela puisse sembler constituer un énorme changement, le but de la norme restera en grande partie le même. La révision proposée vise surtout à clarifier et mieux organiser le contenu de 7.4. (Notez toutefois que quelques révisions notables ont aussi été proposées dans cette section.)

Selon Hugh, le dévouement des présidents des groupes de travail est l'un des points forts du processus de révision. Non seulement ces personnes président les téléconférences, mais elles organisent également les propositions de révision et mènent des recherches de base. Elles présentent les propositions à leurs groupes de travail et présentent ensuite les recommandations au Comité technique. Le travail peut être difficile, en particulier pour les questions litigieuses, telles l'éclairage artificiel en serre, la production parallèle ou la question de l'accès de la volaille à l'extérieur.

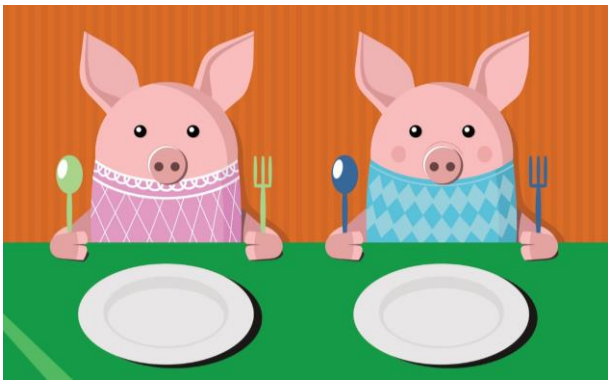
Nouvelles technologies

La révision de la norme tous les cinq ans permet de faire face aux changements technologiques. Cela peut impliquer de nouveaux produits, tels que l'analogue GnRF, utilisé pour castrer les porcs mâles. Cette substance ressemble à un vaccin et stimule le système immunitaire du porc afin qu'il produise des anticorps contre sa propre protéine GnRF (facteur de libération de la gonadotrophine). Cela inhibe la fonction des testicules par la castration chimique.

Le groupe de travail sur le porc a examiné la question. Autoriser l'analogue GnRF signifierait que les jeunes verrats ne subiraient pas de castration physique. Cependant, la substance oblige les porcs à recevoir des aiguilles deux fois, y compris lorsque les verrats sont passablement gros. Manipuler et piquer des porcs de cette taille est stressant pour les animaux et dangereux pour les éleveurs. C'est la raison pour laquelle le groupe de travail a rejeté la proposition, en considérant aussi que les consommateurs pourraient penser (à tort) que le porc biologique contient des hormones artificielles.

Les nouvelles technologies telles que CRISPr, une technique d'édition de gènes, et la biologie synthétique ont été ajoutées à la définition du génie génétique par le groupe de travail GG (génie génétique). Les normes continueront d'interdire les cultures génétiquement modifiées et le bétail cloné, mais le débat sur les substances génétiquement modifiées demeure complexe. Par exemple,

certains vaccins pour le bétail sont issus du génie génétique. Personne ne veut causer de souffrances inutiles aux animaux en refusant d'administrer les vaccins nécessaires. Le groupe de travail recommande donc d'autoriser les vaccins issus du génie génétique si ceux non génétiquement modifiés ne sont pas disponibles dans le commerce.



La situation devient plus délicate lorsqu'il s'agit des acides aminés, tels que la L-lysine et la DL-méthionine, car il n'y a plus de sources non issues du génie génétique. Traditionnellement, les porcs et les poulets obtenaient des acides aminés en se nourrissant d'insectes ou d'aliments enrichis de lactosérum ou autres produits laitiers et de produits de la pêche. Sans l'ajout de suppléments d'acides aminés aux aliments commerciaux pour porcs et volailles, les rations doivent contenir des niveaux plus élevés de protéines. Certains disent que cela peut nuire aux animaux et engendrer un coût environnemental important (par exemple, plus de terres consacrées à la culture de soja et des niveaux d'azote plus élevés dans les excréments). Cependant, ajouter des acides aminés isolés à l'alimentation est comparable à l'utilisation d'un engrais azoté concentré - peu naturel et peut-être en désaccord avec les principes biologiques. De plus, la plupart des acides aminés sont produits sur des substrats génétiquement modifiés, et certains par des bactéries génétiquement modifiés. Le groupe de travail sur les animaux d'élevage examine actuellement cette question.

Parfois, la révision est paralysée simplement parce que certaines propositions sont très compliquées. Par exemple, le groupe de travail Préparation s'est heurté à la question du calcul de la quantité d'eau dans un produit préparé. Ce calcul est important car il détermine le pourcentage d'ingrédients biologiques.

Cela semble simple? Ça le serait si vous pouviez juste regarder la liste des ingrédients, calculer la masse d'eau ajoutée par rapport à la masse totale. Mais une fois que vous vous plongez dans le calcul, le problème devient assez flou.

Par exemple, dans un dessert glacé de soja au chocolat qui contient du lait de soja, considérez-vous l'eau utilisée pour fabriquer le lait de soja? Dans une soupe aux haricots en conserve, avez-vous besoin de prendre en compte l'eau qui a été absorbée par les haricots pendant qu'ils étaient trempés et cuits? Comment le calcul change-t-il si un jus mélangé est fait avec du jus de pomme pur et que l'autre est fabriqué à partir de jus de pomme déshydraté qui est ensuite reconstitué? Comme vous pouvez le constater, le calcul peut devenir assez compliqué, mais le groupe de travail Préparation prépare une recommandation pour le TC.

Une vision d’ensemble

Les groupes de travail doivent examiner chaque question de près, mais ils doivent également garder à l’esprit la situation dans son ensemble.

"Nous ne voulons pas de règles si difficiles qu’elles mettraient les agriculteurs biologiques en faillite", déclare Hugh Martin, qui respecte le point de vue des agriculteurs qui disent qu'ils «ne veulent pas être obligés de faire de la paperasse inutile».

«Il faut qu’il soit possible de grandir à une échelle qui permette de gagner sa vie», a-t-il déclaré. Il veut une norme qui aidera les agriculteurs à se convertir vers la production biologique et leur permettra de se «développer». Cela permettra d'accroître l'offre de produits biologiques canadiens et de remplacer les importations.

«Le bien-être des animaux est un autre problème important», déclare Hugh. «Lors de la première mouture de la norme bio canadienne, les exigences en matière de bien-être des animaux y étaient beaucoup plus strictes que celles de l'industrie conventionnelle. Mais, à mesure que l'industrie conventionnelle améliore la gestion des animaux, la différence entre les méthodes de production conventionnelle et biologique s’amenuise. La question qui se pose est la suivante: les normes biologiques sont-elles assez bonnes ou devons-nous toujours être meilleurs que les normes conventionnelles? »

«Nous devons également tenir compte de l’aspect économique des normes. Nous ne voulons pas nous imposer des prix qui nous élimineront du marché », ajoute-t-il.

Les prochaines étapes

À la mi-février, l’ONGC soumettra par courriel 108 recommandations aux membres de TC. Les membres du CT auront une dizaine de jours pour les examiner et émettre leurs commentaires par courrier électronique.

La présentation de recommandations par courrier électronique est un nouveau processus introduit pour simplifier le processus d’examen et respecter le délai des travaux indiqué ci-dessous (voir Financement). Les membres de CT devront prendre le temps de lire les recommandations et cela peut nécessiter une attention plus ciblée par rapport aux réunions où les présidents des groupes de travail présentent et expliquent les recommandations.

Nous espérons, dit Hugh, que la plupart des recommandations seront approuvées par les membres du CT. Sinon ou lorsque des questions critiques sont soulevées, le groupe de travail devra peut-être réviser le libellé ou la recommandation devra peut-être être renvoyée devant le CT.

En mars, le CT se rencontrera - certaines personnes à Ottawa, d'autres à la maison avec leur ordinateur et leur téléphone - pour examiner environ 83 recommandations. Il y aura une autre téléconférence en avril pour analyser les recommandations renvoyées aux groupes de travail lors de la réunion à Ottawa. Les résultats seront publiés cet été pour une période d’examen public de 60 jours. Les commentaires du public seront communiqués aux présidents des groupes de travail, qui

détermineront si les commentaires ont déjà été pris en compte lors de réunions précédentes ou s'ils sont importants. À l'automne, un projet de normes sera envoyé aux membres du CT. Ils ont un mois pour examiner le projet et se prononcer sur son acceptation ou son rejet.

«Si les gens veulent rejeter la norme, ils doivent répertorier les clauses avec lesquelles ils sont en désaccord, déclare Hugh. «Si leur point de vue a déjà été considéré lors des réunions du groupe de travail ou du CT, il ne sera pas pris en compte. Nous avons eu des discussions très enflammées et j'espère que nous avons considéré tous les enjeux. Cependant, si quelqu'un émet un commentaire nouveau, le point devra être réexaminé. "

La nouvelle norme ne sera acceptée que si, selon l'ONGC, «50% plus un des membres qui ont le droit de voter votent de manière affirmative; et les deux tiers des suffrages exprimés sont affirmatifs. "

Après cela, l'ONGC effectuera une dernière vérification – en mettant des barres sur les 't' et des points sur les ''i dans les deux langues. En novembre 2020, la nouvelle norme sera publiée.

LES TRAVAUX DE RÉVISION

LA QUESTION DU FINANCEMENT

L'examen des normes biologiques canadiennes est un processus rigoureux supervisé par l'ONGC. Le coût des services de l'ONGC est couvert par Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), tel qu'annoncé en janvier 2018.

En août 2018, le ministre MacAulay, d'AAC, a fait une deuxième annonce à Mara, C.-B.: AAC versera jusqu'à 300 000 $ à la FBC dans le cadre du Programme canadien d'adaptation agricole (PCAA) pour (i) une étude sur les mécanismes de financement visant à assurer la durabilité des associations de producteurs biologiques et (ii) un soutien à la participation de l'industrie aux travaux de révision de la Norme biologique canadienne (NBC). Les travaux de l'industrie doivent être terminés au plus tard le 31 mars 2019, à la fin du financement du PCAA.

Pour respecter cette échéance, les groupes de travail se sont réunis fréquemment et les membres de CT recevront un ensemble de recommandations par courrier électronique, comme décrit ci-dessus.

La contribution d'AAC dans le cadre du PCAA doit être complétée par des fonds de l'industrie. La FBC compile les contributions en nature en comptabilisant la participation bénévole des membres des groupes de travail et une campagne de collecte de fonds sera lancée en mars pour amasser la contribution monétaire.

Lawrence MacAulay,
à Mara, en août 2018

L'objectif: 40 000 $.

La FBC prépare une activité de financement intéressante qui offrira des opportunités d'apprentissage en production biologique. Restez à l'écoute!